

.../...

Depuis le projet de super impôt sécheresse, une hargne anti-paysans s'est répandue parmi les ouvriers. On entend à longueur de temps des propos du genre : "On ne va pas encore se serrer la ceinture pour eux, qui sont plus riches que nous, ne paient pas d'impôt et ont des bourses autant qu'ils veulent pour leurs gosses... et ils ne se gênent pas pour profiter de la crise : la preuve le prix des patates...".

L'apparition de ce climat anti-paysans dans les boîtes correspond exactement à ce que recherchait le pouvoir en lançant le super-impôt : instaurer la division entre travailleurs des villes et travailleurs des campagnes.

Certes les travailleurs qui "grognent" ont raison de ne pas vouloir payer pour les capitalistes paysans, ce à quoi revient la solidarité demandée par le Pouvoir.

Mais il existe une alternative à cette solidarité en trompe l'œil : l'unité d'action ouvriers-paysans pour l'indemnisation de ceux qui en ont besoin, financée par le patronat.

- * Aide réservée à ceux qui ont besoin : il faut aider substantiellement les petits paysans qui n'ont pas les moyens de faire face à la crise. Dans ce sens les paysans travailleurs demandent une aide de 15 000 F par famille écartant ceux qui dépassent les surfaces de cumul.
- * Aide financée par le patronat : les industries agro-alimentaires et le Commerce vont largement profiter des pénuries entraînées par la sécheresse. En temps ordinaire ils confisquent aux paysans la plus grande part du produit de leur travail : à eux de payer la note aujourd'hui.

C'est sur ces bases qu'il faut organiser l'unité d'action entre le mouvement ouvrier et les tendances du mouvement paysans qui acceptent (paysans travailleurs et MODEF notamment) :

- Unité ouvriers-paysans dans les luttes pour des journées comme le 23/10 par ex.
- Information des travailleurs par leurs sections syndicales sur les problèmes des paysans (à partir de documents fournis par ex. par les PT ou MODEF),
- Organisation commune de ventes directes pour lutter contre la hausse des prix,
- Lutte en commun contre la spéculation.

C'est un front de lutte anti-capitaliste qu'il faut construire avec eux, en organisant la lutte en commun avec toutes les forces qui en émanent et acceptent de combattre sur la base des intérêts de toute la classe ouvrière.

Ainsi se rassembleront dans l'action, dans l'unité à la base toutes les forces concernées par la lutte pour que la Bretagne vive.

Et nous pourrons contribuer par là à notre manière et sur notre terrain à porter au Pouvoir de Giscard-Barre les coups qui l'obligeront à reculer, ou à s'en aller.



.../...